

a laissé et laisse encore les profiteurs de guerre accumuler des bénéfices monstrueux; il a bénévolement permis au gouvernement britannique de ruiner notre crédit en inondant le marché américain de valeurs canadiennes autrefois détenues à Londres, puis en refusant d'associer le Canada à l'Angleterre dans le partage des avances faites par le gouvernement de Washington aux nations alliées contre l'Allemagne. La finance anglaise a passé le Canada à la finance américaine, à la façon dont les prêteurs d'argent se débarrassent des clients faméliques et des *tapeurs* décaqués. Nous aurions, du reste, mauvaise grâce à nous en plaindre. Dès le début de la guerre, sir George Paish nous avait conseillé de veiller à la sécurité de notre crédit et de ne pas dépenser pour la guerre au-delà de nos moyens. Nous avons préféré la course à la banqueroute; nous subissons le sort des banqueroutiers.

Quoi qu'il en soit, c'est dans ces conditions déplorables, quelques mois après que le ministre des Finances n'a réussi qu'à grand-peine à obtenir cent millions de l'étranger, en payant un intérêt global de *huit pour cent*, que le gouvernement lance à son de trompe son premier grand emprunt national et demande au peuple de lui souscrire au pair, à cinq et demi pour cent, cent cinquante millions... pour commencer.

Si encore le gouvernement jetait à la nation un appel désespéré, comme Pitt à l'heure la plus sombre de la lutte contre Napoléon, il y aurait quelque grandeur dans cette attitude. Mais loin de là, le gouvernement a entrepris de faire croire que ces avances à l'Etat constituent un placement de tout repos, une valeur négociable en tout temps. Pour les prêteurs riches, tels les Messieurs de Saint-Sulpice, qui pourront garder leurs titres en portefeuille jusqu'au jour lointain où le crédit du pays sera restauré, fort bien. Mais faire ou laisser croire aux souscripteurs qu'en tout temps ils pourront revendre ces obligations au pair, c'est abuser de l'ignorance et de la crédulité générales. Il suffit, pour réfuter ce mensonge, de rappeler les baisses fréquentes et formidables, en temps de guerre et de révolution surtout, des consolidés anglais et des titres de rente française.

Pour offrir de sérieuses garanties de stabilité, il faudrait au moins que le gouvernement manifestât quelque velléité de rétablir la base du crédit national; il faudrait laisser entrevoir un ralentissement dans le gaspillage des millions, un ravivement des forces de récupération, un arrêt dans la fauchée des hommes. Bien au contraire: en même temps qu'il réclame l'argent des contribuables, le ministère annonce avec fracas qu'il va creuser davantage le gouffre où s'abîment toutes les ressources humaines et matérielles du pays; le nouveau ministre de la guerre, le "général" Mewburn, affirme que le gouvernement va enrôler de force cent mille hommes, deux cent mille, trois cent mille s'il le faut<sup>1</sup>; autrement dit, qu'on va dépeupler le pays tout en doublant les dépenses de guerre, lesquelles, à cette heure, ajoutent déjà près de *cinquante millions par mois* à la dette nationale.

Non content de mener le pays à la banqueroute par l'accroissement insensé du budget de la guerre, sir Robert Borden s'acoquine avec les pires forbans du pays; aux milliards de la guerre, il ajoute les centaines

<sup>1</sup> Discours à Hamilton, le 2 novembre.